Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

N° 185

Janvier 2019

Le quinquennat de François Hollande et l'opinion : la fin d'un cycle

Fondation Jean Jaurès

Récemment publiés

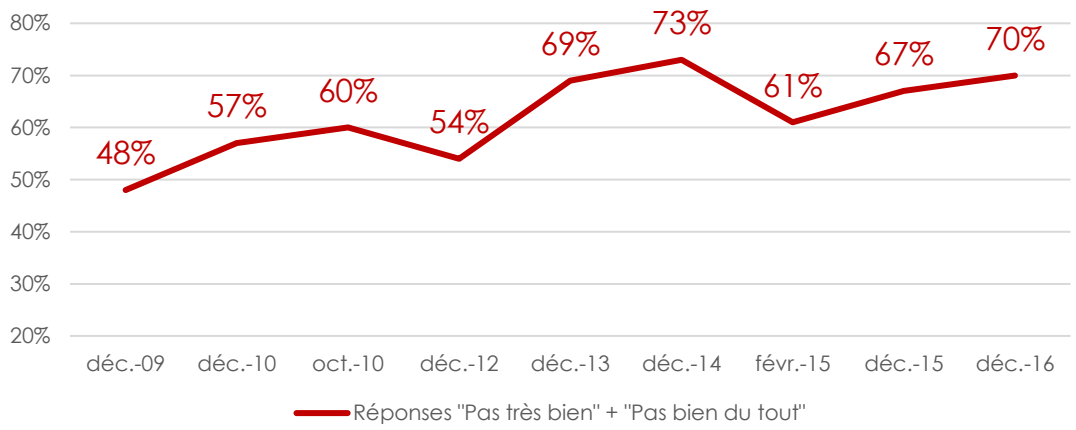
- **N°184 :** *Référendum en Nouvelle-Calédonie : un territoire toujours très divisé.*
- **N°183 :** *Vendanges présidentielles : éléments pour une géographie électorale du vignoble français.*
- **N°182 :** *Le vote de la diaspora française.*
- **N°181 :** *Retour sur la « remontada picarde » : analyse sur les ressorts de la victoire de François Ruffin aux législatives de juin 2017.*
- **N°180 :** *La crise politique italienne : illustration de la montée en puissance d'un nouveau clivage dans les démocraties européennes*
- **N°179 :** *L'impact de la conjoncture économique et des enjeux de mobilité sur les comportements immobiliers*
- **N°178 :** *Les jeunes et leur environnement professionnel*
- **N°177 :** *Le terrorisme dans les rayons de Super U. Impact des attentats de Carcassonne et Trèbes dans l'opinion*
- **N°176** : *1983 : l'année où la population immigrée est devenue visible… et où le FN a connu ses premiers succès*
- **N°175** : *1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession*
- **N°174** : *Les élections territoriales en Corse : les «natios » raflent la mise*
- **N°173** : *Les grandes tendances du climat interne au travail et l'impact de la transformation digitale*
- **N°172** : *L'exonération de la taxe d'habitation : mesure totémique du candidat-président Macron*
- **N°171** : *Les Français, les riches et la réforme de l'ISF*
- **N°170** : *Législatives - La droite face à la vague En Marche*
- **N°169** : *Emmanuel Macron et les catégories populaires.*

Achevé par l'émergence d'un « nouveau monde » politique, le quinquennat de François Hollande marque la fin d'un cycle d'opinion. Entamé en 2007 avec l'élection de Nicolas Sarkozy, ce cycle était celui d'une croyance ressuscitée dans la capacité du pouvoir politique traditionnel à changer la vie, après un quinquennat marqué par un sentiment d'immobilisme. Maintenu en 2012 par la promesse du changement, cet espoir s'effondre face à l'incapacité apparente de la droite comme de la gauche à agir sur le réel. Aux yeux d'un nombre croissant de Français, la démocratie telle qu'elle fonctionne alors ne semble plus capable de surmonter l'enlisement socioéconomique et d'offrir une perspective mobilisatrice dans un monde globalisé.

Ce jugement peut sembler sévère au regard de l'intensité de la crise économique affrontée en 2008, mais apparaît sans ambiguïté dans les enquêtes d'opinion. Entre 2009 et 2016, la part de nos concitoyens qui estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien passe spectaculairement de 48 % à 70 %[1].

Une défiance démocratique devenue majoritaire durant le cycle Sarkozy-Hollande

Diriez-vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?
(Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, janvier 2017)



Cette déception majeure conduit en 2017 un tiers des Français (32 %) à adhérer à l'idée selon laquelle d'autres systèmes peuvent être aussi bons que la démocratie, soit une hausse de 8 points en trois ans. Cette défiance allant jusqu'à la déréliction a concouru à amener deux forces politiques n'ayant jamais gouverné en tête du premier tour de la présidentielle en 2017. Quel a été le rôle de François Hollande, président à ce jour le plus impopulaire de la V^{e} République, dans l'achèvement de ce cycle et quels résultats resteront malgré tout à son actif aux yeux des Français ?

Une crise des résultats et de l'incarnation présidentielle

L'ancien chef de l'État a d'abord déçu, comme Nicolas Sarkozy avant lui, des Français en attente de résultats et d'un pouvoir rassurant dans un contexte de crise prolongée. Sans surprise, les difficultés économiques et sociales accumulées durant cinq ans ont conduit à ce profond désaveu. Dès septembre 2012, l'annonce d'un choc fiscal inattendu, dans un contexte de hausse du chômage, d'envolée des prix de l'essence et de plan social chez PSA, fait subir au président sa plus forte chute de popularité du quinquennat en un mois (-11 points avec 43 % de satisfaits)[2].

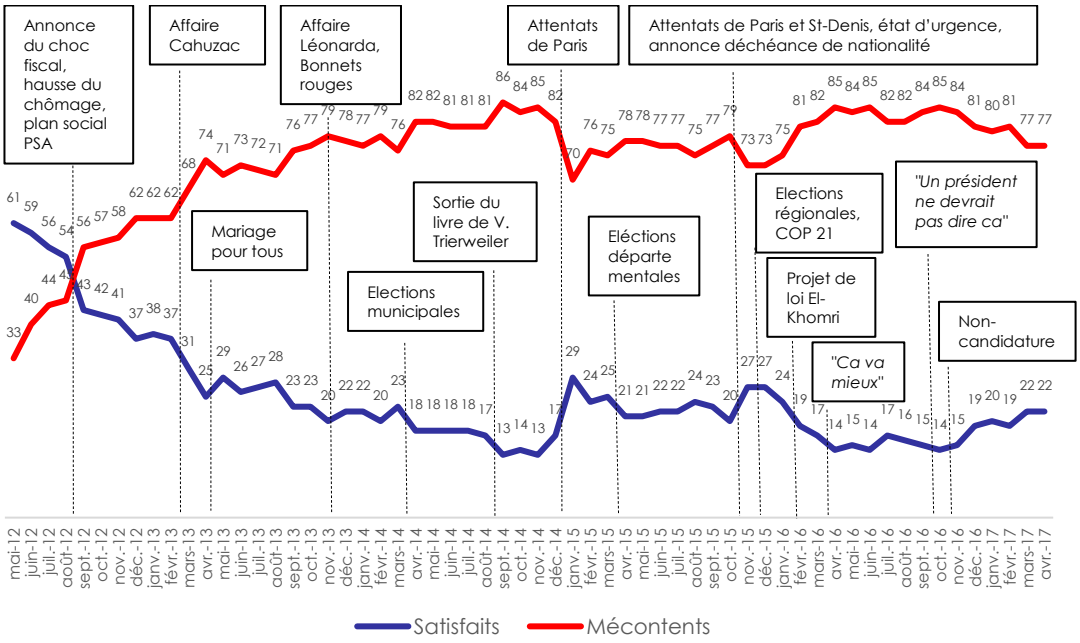
[1]. « Baromètre de la confiance politique », CEVIPOF, janvier 2017.

[2]. La cote de popularité du président de la République évoquée dans l'ensemble de l'article est celle mesurée par l'Ifop pour le JDD depuis 1958 dans « Les Indices de popularité ».

Une impopularité précoce et inédite depuis 1958

Etes-vous satisfaits ou mécontents de François Hollande comme président de la République ?

(Indices de popularité Ifop –JDD mai 2012/avril 2017)

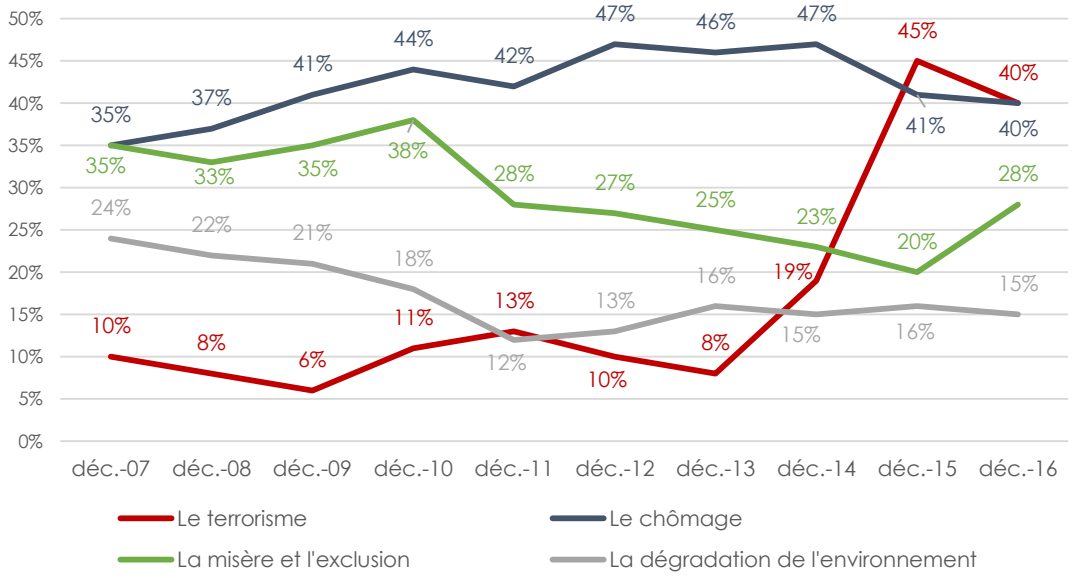


François Hollande, de retour de longues vacances à Brégançon, inquiète les Français en annonçant la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires et un effort budgétaire de plus de 30 milliards d'euros, répartis entre hausses d'impôts et coupes dans les dépenses. Surtout, le chef de l'État met lui-même en scène son impuissance prochaine en promettant d'inverser la courbe du chômage en un an. Alors que la question de l'emploi est restée tout au long du quinquennat la première préoccupation des Français – à concurrence avec le terrorisme à partir de 2015[3] –, François Hollande ne pouvait que profondément décevoir en ne tenant pas cet engagement.

[3]. « Baromètre 2017 de l'ISRN. La perception des risques et de la sécurité par les Français », BVA pour l'ISRN, décembre 2016.

Le chômage : priorité des Français depuis la crise de 2008

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant? En premier? En second?
(Baromètre ISRN, BVA pour ISRN, décembre 2017)



Symbole d'impuissance, cette promesse contrariée sur le front de l'emploi apparaît rétrospectivement comme l'un des événements les plus marquants du bilan de François Hollande aux yeux des Français (en quatrième position, derrière notamment le mariage pour tous et la loi El Khomri, mais devant la COP21 et la déchéance de nationalité[4]). Dans une société encore largement structurée par le travail, l'incapacité de François Hollande à réduire le chômage a rapidement altéré la confiance que les Français avaient en lui et a conduit 83 % d'entre eux à juger négativement son bilan en matière économique et sociale[5].

Après celle des résultats, la question de l'incarnation inhabituelle du pouvoir élyséen par un président qui se voulait normal a également pesé sur la courbe de popularité de François Hollande. Sa difficulté à trancher et à s'imposer a alimenté un sentiment de désordre au sommet de l'État et, plus largement, au sein de la société. Des mensonges de Jérôme Cahuzac à l'affront de Leonarda, en passant par la victoire des « bonnets rouges » sur l'écotaxe ou l'insolente cuvée du redressement d'Arnaud Montebourg et Benoît Hamon : l'ensemble de ces crises a révélé auprès de l'opinion publique une carence d'autorité difficilement compatible avec la figure présidentielle de la V^e^ République. Au-delà, les revirements de ligne mal assumés en matière économique et sociale, au moment du pacte de compétitivité ou de la loi El Khomri, ont renvoyé l'image d'un chef de l'État plus tacticien que visionnaire. Ainsi, alors que l'item « Sympathique » est resté en haut du classement des traits d'image de François Hollande tout au long du quinquennat, les propositions « Sait où il va » et « A de l'autorité » ont conservé les dernières places[6] et alimenté le souhait de renouer avec un pouvoir fort en 2017.

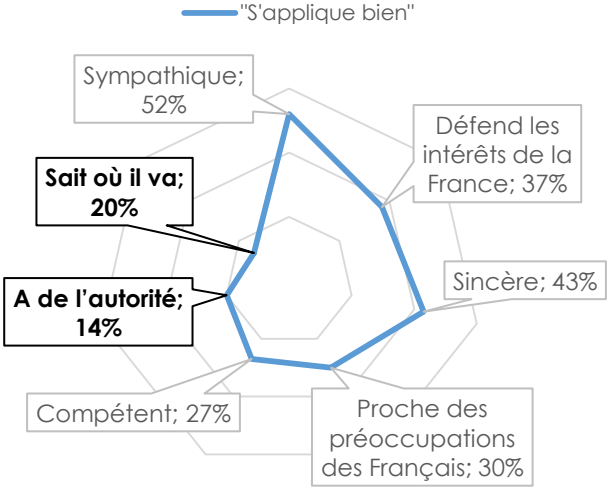
4. « Bilan du quinquennat de François Hollande », Odoxa pour France Info et Le *Figaro*, avril 2017.

5. *Ibid*.

6. « Les Français et François Hollande », sondage Ifop pour Atlantico.fr, septembre 2014.

Une carence d'autorité et de vision ressentie dès le début du quinquennat

Pour chacun des termes suivants, diriez-vous qu'il s'applique bien ou mal à François Hollande ?
(Ifop-Fiducial pour Europe 1, avril 2013)

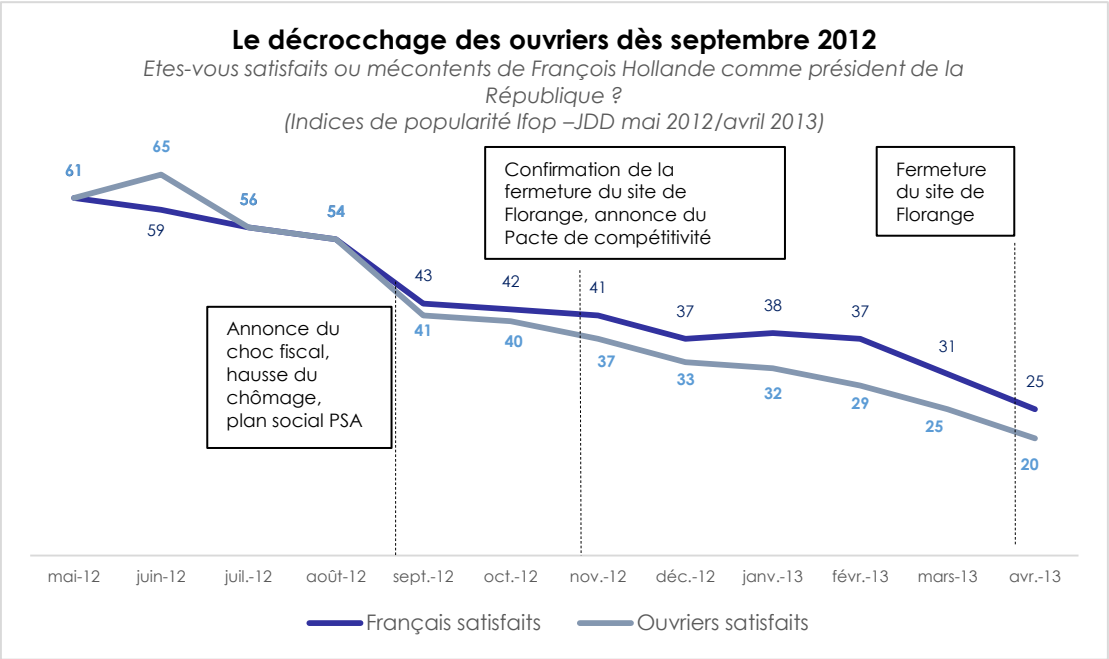


À gauche, un sentiment d'abandon ressenti par les classes populaires et une moindre adhésion parmi les minorités

François Hollande a ensuite déçu son camp, qu'il s'agisse des catégories populaires, socle historique de la gauche, ou des composantes de la nouvelle coalition progressiste prônée en amont de la victoire de 2012, composée de jeunes, de minorités, d'urbains, de femmes et de diplômés.

Les ouvriers, qui avaient été 21 % au premier tour et 57 % au second tour de la présidentielle à voter pour François Hollande[7], ont rapidement eu le sentiment de ne pas représenter une priorité gouvernementale. Malgré la mise en place du compte pénibilité ou le rétablissement de l'âge de départ à la retraite à soixante ans pour les longues carrières, l'image de l'exécutif n'a pas résisté aux plans sociaux du début du quinquennat et à un pacte de compétitivité perçu comme un cadeau fiscal accordé aux entreprises. Le décrochage chez les ouvriers s'observe ainsi dès septembre 2012 et s'aggrave en novembre alors que Jean-Marc Ayrault acte la fermeture des hauts-fourneaux de Florange dix mois après les promesses de reprise formulées sur le site par le candidat François Hollande. Ce dénouement a représenté pour beaucoup une occasion manquée de mettre en cohérence le discours du Bourget de janvier 2017, qui promettait d'opposer le courage politique à une économie dominée par la finance, et les actes du pouvoir nouvellement élu.

7. « Sondage jour du vote – 22 avril 2012 : premier tour de l'élection présidentielle 2012 – profil des électeurs et clés du scrutin », sondage Ifop-Fiducial, avril 2012.



Qu'en est-il des électorats de la « coalition progressiste » ? Que l'on retienne les personnes LGBT ou les minorités issues de l'immigration, les politiques menées par François Hollande n'ont pas suscité chez eux une adhésion plus forte que la moyenne. Cela est principalement dû au fait que ces catégories de population ne votent pas nécessairement selon leurs supposés intérêts communautaires et se sont positionnées d'abord, comme l'ensemble des Français, à l'aune des résultats socioéconomiques ou sécuritaires obtenus. Ainsi, la réforme du mariage pour tous, bien que majoritairement reconnue comme un élément marquant et positif du quinquennat précédent (54 % des Français accordent un bon bilan au président à ce sujet[8]), n'a pas renforcé le tropisme à gauche des personnes LGBT. Selon une enquête menée quelques mois après l'adoption de la loi dite Taubira, 36 % des électeurs bisexuels et homosexuels se déclaraient de gauche, contre 44 % au printemps 2012[9].

En parallèle, l'électorat musulman se détache très vite du Parti socialiste. Alors qu'au second tour de la présidentielle, 86 % des musulmans avaient voté pour François Hollande, deux ans plus tard, un certain nombre de villes à forte communauté musulmane ont basculé à droite à l'occasion des municipales de 2014, notamment en Seine-Saint-Denis[10]. Ce résultat est dû en partie à une abstention massive au sein d'un électorat généralement modeste et qui n'a pas constaté le changement promis, notamment dans les quartiers populaires.

8. « Bilan du quinquennat de François Hollande », *op. cit*.

9. François Kraus, « Le positionnement politique des gays après la promulgation de la loi sur le mariage pour tous », *Focus Ifop*, n° 98, octobre 2013.

10. Marc de Boni, « Jérôme Fourquet : "La gauche a fait l'erreur de croire que l'électorat musulman lui serait acquis" », *Le Figaro*, 14 avril 2017.

Parmi les sympathisants socialistes, une désaffection davantage liée à un sentiment d'impuissance qu'à des désaccords idéologiques

Mises bout à bout, ces désillusions au sein des électorats de gauche ont conduit à une grande fragilité de l'exécutif vis-à-vis de sa base. À plusieurs reprises, François Hollande est passé sous la barre des 50 % de satisfaits parmi les sympathisants socialistes durant son quinquennat, une situation que Nicolas Sarkozy n'avait pas eu à affronter auprès des sympathisants UMP entre 2007 et 2012. À ces chutes de popularité s'est ajouté un rétrécissement drastique des contingents de Français se déclarant proches du Parti socialiste, passés entre 2012 et 2017 de 22 % à 13 % de la population[11]. Comment expliquer cette désaffection historique ?

Si les épisodes douloureux de la déchéance de nationalité et de la loi travail, qui ont occupé l'actualité politique de la fin 2015 à l'été 2016, reviennent souvent à l'esprit de ceux qui s'interrogent sur les raisons de la colère à gauche durant le quinquennat précédent, il s'avère que les sympathisants socialistes ont exprimé leur mécontentement dès avant cette séquence finale. Comme pour l'ensemble des Français, l'absence de résultats socioéconomiques et l'érosion de l'autorité présidentielle ont constitué les principaux moteurs d'insatisfaction parmi les sympathisants socialistes. Les proches du Parti socialiste étaient certes sensibles à la dimension idéologique des réformes menées par un gouvernement de gauche. L'adoption du mariage pour tous a ainsi conduit parmi eux à une hausse de popularité de François Hollande de 13 points en avril 2013, contre 4 points pour l'ensemble des Français. Pourtant, face à une crise économique profondément installée, leurs jugements se sont fondés *in fine* sur des critères similaires à ceux retenus par leurs concitoyens. Significativement, le président de la République a atteint son plus bas niveau de popularité auprès des sympathisants socialistes durant l'été 2014 (41 % de satisfaits en septembre), dans la foulée de sa défaite aux européennes et après qu'il eut reconnu lors de la traditionnelle allocution du 14 juillet que la promesse d'inversion de la courbe du chômage en un an ne serait pas tenue. Les chutes d'adhésion les plus brutales ont d'ailleurs lieu, non pas à l'occasion des polémiques entourant la déchéance de nationalité ou la loi travail, mais au lendemain de l'affaire Cahuzac (–13 points), de l'affaire Leonarda (-11 points) et des défaites électorales subies lors des européennes de mai 2014 (–13 points), des municipales de mars 2014 (–12 points), des départementales mars 2015 (–13 points) et des régionales de décembre 2015 (–12 points), c'est-à-dire à chaque fois que l'autorité de François Hollande ou la capacité de victoire de la gauche ont été remises en question. En matière de volume enfin, la perte la plus forte de troupes au sein de la famille socialiste a lieu durant la première partie du quinquennat (–6 points entre mai 2012 et novembre 2015, contre –3 points jusqu'à avril 2017), c'est-à-dire avant même *l'annus horribilis* 2016.

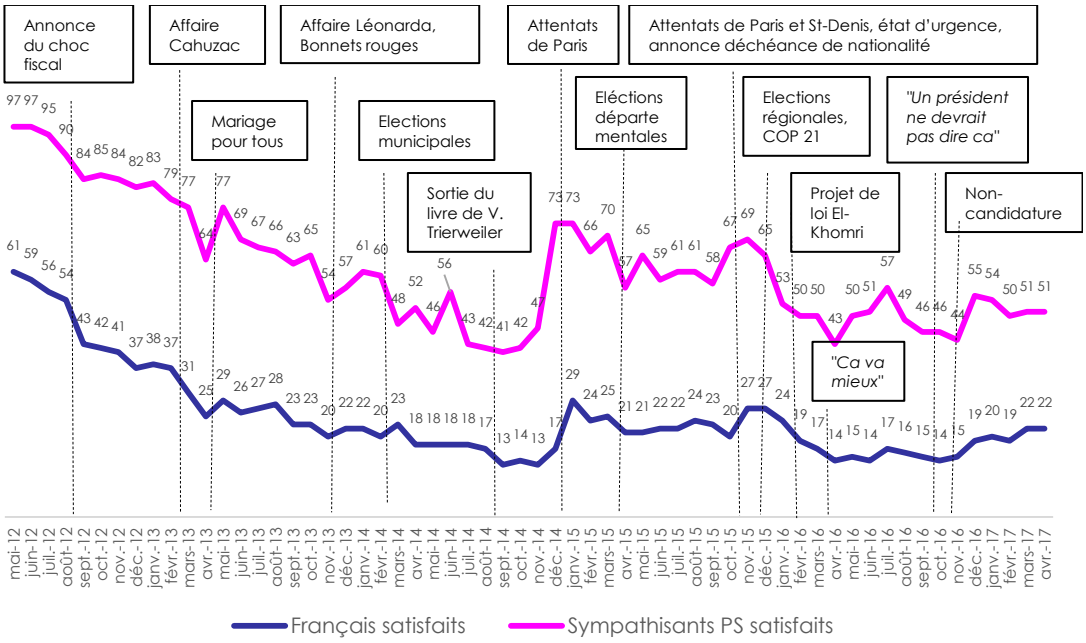
Bien entendu, il ne faudrait pas sous-estimer l'effet destructeur pour la cohésion du camp socialiste des débats qui ont eu lieu sur la question de la déchéance de nationalité ou au sujet de la loi travail. Le renoncement de François Hollande à une nouvelle candidature présidentielle est l'aboutissement direct de cette séquence. Pourtant, on peut penser que c'est plus l'enlisement du pouvoir que les ruptures idéologiques qui ont marqué

[11]. Gilles Finchelstein, *Portrait-robot des sympathisants du Parti socialiste*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, octobre 2018.

l'opinion socialiste durant cette période. Rappelons en effet que la déchéance de nationalité bénéficiait alors d'un soutien majoritaire parmi les sympathisants socialistes[12] et qu'aujourd'hui encore, malgré la loi travail et la réforme menée à l'automne 2017 par Emmanuel Macron, 50 % des proches du Parti socialiste pensent toujours qu'il faut « faire davantage confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté[13] ». C'est donc probablement avant tout des problèmes de gouvernance qui ont entraîné un ultime passage sous la barre des 50 % de satisfaits de François Hollande parmi les sympathisants socialistes en 2016. En tête de ces difficultés politiques : l'incapacité à mener la réforme constitutionnelle prévoyant la déchéance de nationalité, à retenir Christiane Taubira dans son gouvernement et à éviter une fronde parlementaire et l'usage du 49.3 à l'occasion du passage de la loi travail. Dernier élément relativisant la déception idéologique parmi les soutiens de l'ancien chef de l'État : en avril 2017, la plus grande partie de ses électeurs du premier tour de 2012 (47 %) se sont tournés vers Emmanuel Macron[14], c'est-à-dire vers le candidat qui promettait alors une loi travail renforcée.

Une adhésion minoritaire parmi les sympathisants socialistes, à plusieurs reprises lors du quinquennat 2012-2017

Etes-vous satisfaits ou mécontents de François Hollande comme président de la République ?
(Indices de popularité Ifop –JDD mai 2012/avril 2017)



[12]. « Déchéance de la nationalité : le "oui" massif des Français », Europe 1/Le JDD, 18 janvier 2015.

[13]. Gilles Finchelstein, *op. cit*.

[14]. « Le profil des électeurs et les clefs du premier tour de l'élection présidentielle », Ifop et Fiducial pour Paris Match, CNews et Sud Radio, 23 avril 2017.

Les parenthèses de janvier et novembre 2015

Le rapport de l'opinion à François Hollande durant le quinquennat a ainsi été marqué par une déception telle que sa candidature à la présidentielle de 2017 a été empêchée. Pourtant, malgré cet échec politique, l'histoire retiendra peut-être que l'ancien chef de l'État a su faire face lorsque la nation était la plus menacée dans sa cohésion. Confronté à une violence terroriste qui tétanise le pays, le président de la République apparaît à la hauteur des événements. L'indécision laisse place à la détermination et la division au rassemblement. La cote de popularité de François Hollande bondit, temporairement, de plus de 10 points en janvier et en novembre 2015. Du jamais vu. Le désir d'union s'exprime alors à travers l'ensemble des symboles républicains – la police voit sa cote de bonnes opinions passer de 65 % en novembre 2014 à 82 % en novembre 2015[15] – et l'appel de l'exécutif à éviter les amalgames est entendu. En novembre 2015, 67 % des Français déclarent qu'il « ne faut pas faire d'amalgame, les musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace[16] », une opinion en progression de 4 points par rapport à juillet 2015 malgré la violence des attaques. Cette résilience n'est certes pas sans fissures inquiétantes – en juillet 2016, 73 % des Français jugent probables des actions de représailles à l'encontre de la communauté musulmane et 10 % déclarent qu'ils les approuveraient[17] – mais force est de constater que la guerre civile crainte par certains a été évitée durant le quinquennat de François Hollande. En avril 2017, les Français sont ainsi une majorité (54 %) à estimer que le bilan de François Hollande a été bon en matière de lutte contre le terrorisme et l'épisode de la déchéance de nationalité, qui a tant divisé la gauche, n'a que peu marqué les esprits[18].

***

Au terme du quinquennat de François Hollande, le Front national et En Marche ont proposé, chacun à leur façon, une rupture de méthode qui faisait écho à la défiance des Français à l'égard de la politique : fin des jeux partisans, des élites du passé, des clivages traditionnels et d'un pouvoir faible. Effrayés par la perspective d'un gouvernement frontiste et en partie séduits par le renouvellement incarné par Emmanuel Macron, les électeurs, en mai 2017, ont choisi la raison. Pourtant, après un peu plus d'un an et demi d'exercice du pouvoir, les difficultés traversées par le camp présidentiel indiquent la persistance d'une opinion fébrile, aussi prompte à s'enthousiasmer qu'à désespérer et susceptible d'exprimer à nouveau son désarroi lors des scrutins à venir.

David Nguyen – Directeur Conseil du Département Opinion et Stratégie d'Entreprise de l'Ifop

[15]. « La cote d'opinion des forces de sécurité publique », sondage Ifop-Fiducial pour CNews et Sud Radio, février 2018.

[16]. « Le rapport des Français à l'Islam en France », Ifop pour Atlantico.fr, novembre 2015.

[17]. « Le baromètre de la menace terroriste », Ifop pour Atlantico.fr, juillet 2016.

[18]. « Bilan du quinquennat de François Hollande », *op. cit*.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

***

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

David Nguyen – Directeur Conseil au Département Opinion & Stratégies d'Entreprise

david.nguyen@ifop.com